

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024



ATD  
QUART MONDE

# POUR UNE EUROPE QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ

## Les propositions d'ATD Quart Monde France

**ATD Quart Monde** est un mouvement international fondé en France en 1957 par Joseph Wresinski. Aujourd'hui, il agit dans plus de 30 pays, dont 12 dans l'Union européenne. Les actions du Mouvement visent à mettre fin à l'extrême pauvreté en garantissant l'accès de tous aux droits fondamentaux, condition du respect de l'égalité de dignité. Le Mouvement s'appuie sur le contact quotidien avec les personnes vivant en situation d'exclusion. Il a ainsi appris que la lutte contre la pauvreté est un impératif auquel devraient contribuer toutes les politiques publiques. Des politiques qui, pour réussir, doivent se concevoir, être mises en œuvre et évaluées avec les populations concernées.

La Commission européenne a introduit, en mars 2021, un nouvel objectif global pour le socle européen des droits sociaux : réduire d'au moins 15 millions le nombre de personnes (dont au moins 5 millions d'enfants) en proie à la pauvreté d'ici à 2030. **En 2022, selon Eurostat, 95,3 millions de personnes dans l'UE (22 % de la population) étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale,** et ce alors que l'UE s'est engagée à la mise en œuvre concrète des ODD (Objectifs de Développement Durable) fixés par l'ONU dans l'Agenda 2030. Ces objectifs ont pour but de « *mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes* ».

**Aujourd'hui trop de politiques, axées sur des réponses d'urgence plutôt que structurelles, sont inopérantes pour prendre en considération l'ensemble de la population.** Le durcissement de la pénalisation de la pauvreté à l'œuvre dans de nombreux pays, dont la France, illustre des politiques européennes et nationales réellement éloignées des besoins et de la réalité des personnes vivant dans la pauvreté.

**La lutte contre la pauvreté à l'échelle européenne pose la question : quel type de société voulons-nous construire ensemble ?**

Sur la base des mobilisations locales, nationales et internationales des membres d'ATD Quart Monde, nous invitons chaque candidat aux élections européennes à prendre en compte les propositions suivantes.

## 1

## DÉVELOPPER L'INTERGROUPE "LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ" POUR INTÉGRER LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS TOUTES LES POLITIQUES DE L'UE

Dans le dernier Eurobaromètre commandé chaque semestre par le Parlement européen pour connaître les préoccupations des Européens, **la lutte contre la pauvreté et l'exclusion**, la santé publique et la lutte contre le changement climatique sont les trois préoccupations qui arrivent en tête pour l'ensemble des Européens.

L'intergroupe "Lutte contre la pauvreté" est un **outil indispensable** à développer pour garantir que **la pauvreté soit prise en compte dans toutes les politiques de l'UE** grâce à des échanges transpartisans. Il peut devenir en outre un lieu de **dialogue direct entre les décideurs européens et les personnes en situation de pauvreté**.

**PROPOSITION** : assurer la pérennité de l'Intergroupe de Lutte contre la Pauvreté comme espace indispensable à la construction de politiques européennes visant l'éradication de la pauvreté, y compris avec la participation des personnes qui la vivent.

## 2

## GARANTIR LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE ET EFFECTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ LORS DE LA CONCEPTION DE TOUTES LES POLITIQUES

Améliorer le quotidien et l'avenir des personnes les plus défavorisées en termes d'accès aux droits, de qualité de vie, de lutte contre les discriminations, ne peut se faire sans elles. Les familles vivant dans l'extrême pauvreté ont un savoir à apporter au monde dont on ne peut se priver. Il est donc nécessaire d'**associer de manière systématique les personnes les plus pauvres à l'élaboration des mesures qui les affectent**. Leur participation active est un puissant facteur de cohésion sociale, un gage de progrès pour nos démocraties et la condition de la réalisation des droits fondamentaux pour tous.

Toutefois, cette participation ne se décrète pas : il faut **se donner les moyens et le temps nécessaires**, tenir compte des obstacles auxquels les personnes sont confrontées, établir la confiance et les assurer de l'impact des décisions prises. ATD Quart Monde prône ainsi la prise en compte de l'expérience et du savoir des personnes vivant la pauvreté et la reconnaissance de celles-ci comme partenaires œuvrant à la construction d'une Europe plus juste.

**PROPOSITION** : veiller à l'intégration des personnes en situation de pauvreté lors de la mise en œuvre de la recommandation de la commission du 12/12/2023 (relative à la promotion de l'implication des citoyens et des organisations de la société civile dans les processus d'élaboration des politiques publiques) et de leur participation effective à ces processus.

## 3

## ÉVALUER L'IMPACT DES POLITIQUES PUBLIQUES EUROPÉENNES SUR LES 10 % DES PERSONNES LES PLUS PAUVRES

Les mesures, prises à l'échelle de l'UE par des acteurs **qui ne connaissent ni ne comprennent la situation des personnes vivant la pauvreté**, ont de lourds impacts sur elles, voire se retournent contre elles. Il convient d'effectuer, en amont, des analyses pour **éviter de possibles effets délétères des mesures sur les personnes vivant la pauvreté**, mais aussi d'**évaluer l'impact de ces politiques** sur les populations concernées par une mesure sur les 10 % les plus pauvres sur la base d'une analyse exhaustive de leurs droits.

**PROPOSITION** : adopter une disposition contraignante exigeant que les mesures mises en œuvre par l'UE fassent systématiquement l'objet d'études d'impact concernant leurs répercussions sur les 10 % des Européens les plus pauvres.

## 4

## FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE, ŒUVRER POUR UNE TRANSFORMATION DE NOTRE SOCIÉTÉ ALLIANT JUSTICE SOCIALE ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Les personnes en situation de pauvreté sont plus durement touchées par les impacts de la crise environnementale alors qu'**elles en sont les moins responsables**. Plus exposées à des environnements dégradés, elles ont moins de moyens de s'en protéger.

Promouvoir une transformation juste qui ne laisse personne de côté est primordial. Il est prouvé que la lutte contre les inégalités est un élément central pour la transformation écologique et que le progrès social en est le premier levier. **Appréhender la crise écologique à l'aune de la justice sociale** permet de repenser mobilité, alimentation, énergie... en créant des emplois au service du défi environnemental. Pourtant, à l'échelle européenne, la dimension sociale n'est pas encore assez prise en compte.

### PROPOSITIONS :

- Aligner les ambitions en termes d'éradication de la pauvreté et les objectifs de développement soutenable et de préservation des écosystèmes.
- Développer des politiques de prévention en santé avec des diagnostics partagés (état des écosystèmes, conditions de vie, expositions environnementales...), associant tous les habitants d'un bassin de vie.
- Veiller à ce que toutes les aides financières fournies au titre du droit environnemental de l'UE, comme le Fonds social pour le climat, visent en priorité à améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté.
- Développer des emplois dans les champs de la transition écologique et sociale, notamment via des expérimentations comme Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (déjà lancées en France, Belgique et Italie et prévues en Espagne, Autriche, Portugal, Finlande) en ancrant les projets localement avec les moyens nécessaires à la participation de tous, en particulier des plus éloignés de l'emploi.
- Coconstruire avec les personnes souffrant de précarité alimentaire un système où le droit à une alimentation durable, saine et choisie soit effectif en utilisant différemment les fonds européens dédiés aujourd'hui à l'aide alimentaire.

## 5

## METTRE EN ŒUVRE UN RÉGIME DE REVENU MINIMUM DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES AFIN D'ASSURER À TOUS DES MOYENS CONVENABLES D'EXISTENCE, DÈS 18 ANS

Le chapitre 3 du socle européen des droits sociaux précise que « *toute personne ne disposant pas de ressources suffisantes a droit à des prestations de revenu minimum adéquates pour vivre dans la dignité à tous les stades de sa vie* ».

Pour les personnes en situation de pauvreté, **la sécurité financière d'un revenu minimum constitue le socle permettant de renforcer les sécurités et d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales.**

### PROPOSITIONS :

- S'engager à mettre en place une directive sur le revenu minimum garanti, suite à la résolution 2022/2840 qui reconnaît que « l'aide au revenu minimum, en tant qu'outil de prévention et de lutte contre la pauvreté, doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie plus large de lutte contre la pauvreté qui comporte des incitations visant à promouvoir la réintégration sur le marché du travail des personnes qui sont en mesure de travailler ».
- S'assurer, dans l'esprit de l'article 1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, que le revenu minimum garanti ne soit pas conditionné et que les modalités d'accès prises par les États n'induisent pas le non-recours.

## 6

## DÉFENDRE LE DROIT À UN LOGEMENT POUR TOUS À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Selon l'Observatoire des inégalités, 15 % de la population européenne vit en 2023 dans un logement qu'elle juge inconfortable. **L'habitat indigne reste une réalité quotidienne pour des millions de personnes en Europe.**

Lors de la plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme, les États membres se sont engagés à travailler ensemble pour mettre fin à l'exclusion du logement d'ici à 2030. Mais **les pays européens n'ont pas fait du logement un droit fondamental.** C'est pourquoi nous appelons à une politique de logement ambitieuse.

### PROPOSITIONS :

- Reconnaître le mal-logement comme un sujet de santé publique à l'échelle européenne.
- Œuvrer pour une ambition sociale européenne sur le logement par des financements précis et adéquats allant en priorité aux ménages les plus modestes.